

Contretemps soutient l'initiative internationaliste qui aura lieu du 17 au 19 mai 2024 à Porto Alegre (Brésil) : la première conférence mondiale antifasciste. Dans un contexte marqué par la guerre génocidaire menée par Israël contre les Palestiniens de Gaza, mais aussi par le durcissement autoritaire des États capitalistes et la progression des extrêmes droites fascistes ou fascisantes, il est crucial que s'organise une riposte, de l'échelon le plus local jusqu'au niveau international.

[Nous avons appris après la publication de cet article que la conférence venait d'être annulée. Malheureusement, l'état de Rio Grande do Sul et sa capitale, Porto Alegre, sont touchés par une catastrophe climatique extrême, qui a déjà causé près d'une centaine de décès, des milliers de sans-abri et la destruction des infrastructures. Bien entendu, nous exprimons toute notre solidarité avec les personnes affectées ainsi qu'avec nos camarades sur place].



I Conferência Internacional Antifascista

Quelle est l'originalité de la conférence qui se déroule à Porto Alegre du 17 au 19 mai 2024 ?

Au cours des dernières années, face à la (re)montée de l'extrême-droite au niveau mondial plusieurs conférences internationales ont eu lieu. Généralement, elles étaient organisées par un parti politique ou par une même famille politique, ou encore par une fondation particulière, par exemple la Fondation Rosa Luxembourg.

L'originalité de la présente initiative : elle est organisée par plusieurs partis et a le soutien d'autres partis politiques de gauche qui ont mis de côté pour cette occasion les désaccords qui les séparent. En l'occurrence, deux partis de gauche qui ont une histoire différente, le PT et le PSOL de Porto Alegre, capitale de l'État de Rio Grande do Sul, se sont mis d'accord pour convoquer ensemble cette conférence et constituer un comité organisateur local unitaire. Ils ont obtenu le soutien de leur organisation nationale. C'est la première originalité. Ce n'est pas banal quand on sait combien la gauche est divisée aux quatre coins de la planète.

La deuxième originalité : d'autres partis de gauche leur ont emboîté le pas et soutiennent cette conférence, il s'agit notamment du Parti Communiste du Brésil (PCdoB d'origine maoïste) et de l'Unité populaire.

La troisième originalité : d'importants mouvements sociaux apportent leur soutien *actif*, il s'agit du Mouvement des Sans Terre (MST, membre de La Via Campesina) et des syndicats, comme ceux des personnels de l'enseignement (CEPRS), des personnels technico-administratifs des universités (Assufrgs) et la Centrale unique des Travailleurs (CUT) de l'État de Rio Grande do Sul. D'autres mouvements sociaux soutiennent également.

La quatrième originalité : tous les continents et presque toutes les grandes régions du monde seront représenté-es même si c'est de manière inégale. Il y aura des délégué-es d'Amérique du Nord, de toute (ou presque) l'Amérique latine et de la Caraïbe, d'Afrique du Nord et de la région « arabe », d'Afrique subsaharienne, d'Europe, d'Australie,...

La cinquième originalité : des réseaux internationaux comme le CADTM ou les ATTAC, des fondations comme CLACSO (le Conseil latino-américain de Sciences Sociales), le Transnational Institute basé à Amsterdam ou la Fondation Copernic basée en France seront également présents. Des organisations ou des forums politiques internationaux seront là : le Forum de Sao Paulo, la Quatrième internationale, la Ligue Internationale Socialiste (LIS), la Tendance socialiste internationale (IST en anglais) et, comme on l'espère, l'Internationale progressiste et probablement d'autres. De France, La France Insoumise et le NPA seront présents ; de l'État espagnol, Anticapitalistas, la CUP (Catalogne) et ATTAC ; du Portugal le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda). Des États-Unis : DSA (Democrat Socialist of America). D'Australie : Green Left (Gauche Verte). D'Argentine : Mouvement socialiste des Travailleurs/euses (MST), Libres del Sur, Unidad Popular, Marabunta, MULCS, FOL, CPI, et aussi l'Autoconvocatoria pour la suspension du paiement de la dette, la Revue Crisis, ATTAC-CADTM Argentine, les économistes de gauche, des syndicats comme la CTA. Pour voir la liste des « personnalités » dont la participation est confirmée, visiter <https://antifas.org/appel/> (la liste déroulante se trouve en bas du programme).

La sixième originalité : alors que dans le cadre des Forums sociaux mondiaux et de leurs homologues au niveau des continents les partis politiques ne sont pas admis en tant que tels, dans le cas présent partis politiques, mouvements sociaux, associations citoyennes seront présent-es ensemble.

Septième originalité : il ne s'agit pas seulement d'interpréter le monde de l'extrême-droite, il s'agit d'essayer de lancer une initiative pour tenter de changer la situation. Certes, ce sera de manière modeste car nous ne sommes qu'au début du processus, mais si l'étape de Porto Alegre est encourageante, on pourra progresser pas à pas. Cela impliquera de surmonter les divisions qui affaiblissent dramatiquement la gauche pour faire face à l'extrême-droite.

Comment se passent les préparatifs à Porto Alegre ?

C'est très encourageant de constater qu'à la date du 2 mai 2024, deux semaines avant le début de la conférence, il y a 1376 personnes qui se sont inscrites via le site <https://antifas.org/> pour participer en présentiel. Plusieurs organisations syndicales de Porto Alegre mettent des logements collectifs et des salles de réunion à la disposition de la conférence. Ils mettent également des bus pour transporter des personnes des quartiers

Des milliers de participant-es sont attendus à cette marche. Cela aussi, ce n'est pas banal, car ces derniers temps, la gauche n'a pas réuni de grandes manifestations au Brésil. Et dans le monde, on n'a pas connu récemment de grandes manifestations de rue contre l'extrême droite, sauf en Allemagne en début d'année 2024. Bien sûr et c'est encourageant, il y a, sur toute la planète, les massives mobilisations en solidarité avec le peuple palestinien face au gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu.

D'ailleurs, lors de la conférence de Porto Alegre, on fera le lien avec les mobilisations qui touchent massivement les campus universitaires des Etats-Unis. Il faut souligner également que dans d'autres États que celui de Rio Grande do Sul, des initiatives unitaires sont prises en préparation de la conférence de Porto Alegre, c'est le cas notamment dans l'État de Ceara.

Quelles sont les activités au programme de la conférence outre la manifestation du 17 mai ?

Il y a aura 8 assemblées plénières successives organisées sous la responsabilité du comité organisateur local entre le samedi 18 au matin et le dimanche 19 mai après-midi. Et en plus il y aura des dizaines d'activités auto organisées. Voir le programme des plénières : <https://antifas.org/appel/> Il y aura probablement des visites de terrain pour les participant-es qui arriveront avant que commence la conférence ou qui resteront après le dimanche 19 mai. Il y aura également des activités culturelles.

Il faut préciser que le PT et le PSOL sont dans l'opposition au niveau de la capitale Porto Alegre et dans l'Etat de Rio Grande do Sul dominés par la droite. Toute la logistique est organisée sans aucun soutien institutionnel. Tout passe par des efforts militant-es et par le soutien financier apporté par les organisations politiques et sociales qui soutiennent cette initiative.

Pourquoi la ville Porto Alegre constitue-t-elle un bon endroit pour cette conférence et pour lancer un processus qui devrait gagner en force par la suite ?

Porto Alegre a été le berceau en 2001 du Forum Social Mondial qui s'y est réuni à plusieurs reprises avec une participation très nombreuse : jusqu'à 100 000 participant-es. C'était bien sûr une autre époque : on était à l'apogée de grandes mobilisations internationales contre l'offensive capitaliste néolibérale et y est né ce qu'on a appelé le mouvement altermondialiste ou alter globaliste avec comme thèmes : « Un autre monde est possible. » « Le monde n'est pas une marchandise. »

Ensuite le FSM et ces grandes mobilisations ont décliné. Dans un contexte franchement

défavorable avec une montée massive de l'extrême-droite et un recul de la gauche à beaucoup d'endroits de la planète, il s'agit d'essayer de contribuer à relancer une dynamique d'accumulation de forces. Cela ne sera pas facile. Prendre un nouveau départ à partir de Porto Alegre berceau du forum social mondial est donc un bon choix.

Il y a une deuxième raison pour considérer que Porto Alegre est le bon endroit pour tenir cette première conférence : la relative proximité avec l'Argentine (par la route il y a environ 1 300 km, moins de 1 000 si on passe par l'Uruguay). Il est possible de se déplacer par la route en transport collectif pour se rendre de Buenos Aires ou d'autres parties de l'Argentine vers Porto Alegre. Une douzaine d'organisations argentines de gauche se coordonnent pour envoyer deux autobus à Porto Alegre soit une centaine de militant·es. La présence active des camarades d'Argentine est particulièrement fondamentale vu qu'y sévit le gouvernement de Javier Milei qui tente de mettre en œuvre un programme de choc contre les conquêtes sociales et qui se réclame clairement des idées d'extrême droite.

La troisième raison : dans cette ville le PT et le PSOL sont alliés et ont surmonté leurs divergences par exemple pour se présenter ensemble aux élections municipales qui auront lieu en novembre 2024. Ils ne sont pas seuls il y a aussi avec eux le PCdoB, le parti REDE,... Il y a également le soutien des mouvements sociaux comme le MST et les syndicats.

Pourquoi réunir une telle conférence en 2024 et pourquoi au Brésil ?

Cela fait un moment qu'on aurait dû réunir une telle conférence. En effet, il faut se rappeler que Bolsonaro et ses partisans ont tenté en envahissant les centres des trois pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif à Brasilia le 8 janvier 2023 de faire un remake du 6 janvier 2021 organisé par Trump et ses soutiens lorsqu'a été envahi le congrès à Washington.

On a pu avoir la confirmation dès ce moment que Bolsonaro était en train de préparer son retour en déstabilisant le gouvernement de Lula à peine élu. D'ailleurs Bolsonaro et ses partisan·es viennent de refaire en février 2024 avec une manifestation de près de 200 000 personnes à Sao Paulo, la démonstration qu'ils peuvent mobiliser massivement leurs partisans dans les rues. La gauche a montré en s'unissant électoralement qu'elle pouvait battre Bolsonaro dans les urnes mais la victoire a été très courte et les Brésilien·nes ne se sont pas débarrassés définitivement de Bolsonaro et de l'extrême-droite, loin de là. Plus récemment, à la fin 2023, il y a eu la victoire électorale de Javier Milei en Argentine, c'est un autre signal d'alerte de très grande gravité sur le plan continental.

Au cours de cette année 2024, l'extrême droite qui vient de marquer des points dans plusieurs pays d'Europe entre fin 2023 et avril 2024, notamment aux Pays Bas, au Portugal, en Allemagne... va encore se renforcer lors des élections européennes de juin 2024 et dans d'autres élections nationales. De même, le gouvernement d'extrême droite de Modi risque bien de sortir renforcé des élections de mai en Inde. Bukele au Salvador a été réélu début 2024, Poutine a été réélu et bien sûr il y a le risque d'une victoire électorale de Trump aux élections présidentielles d'octobre 2024. Sans oublier le génocide en cours perpétré contre le peuple palestinien par le gouvernement fascisant de Netanyahu. Pour tout cela en 2024, il était plus que temps de lancer une initiative de portée internationale et le Brésil est un bon endroit pour le faire.

L'extrême droite est-elle à l'initiative au niveau international ?

Manifestement, l'extrême-droite profite de la crise capitaliste dans ses différentes formes pour progresser et exprimer qu'elle a le vent en poupe au niveau international. Des réunions de l'extrême-droite se multiplient au niveau international et le fait qu'elle soit à la tête de gouvernements lui donne des ailes. L'investiture de Milei fin 2023 a été une occasion de plus de montrer la convergence, malgré leur diversité, entre Victor Orban premier ministre hongrois, Donald Trump, Bolsonaro, Netanyahu, l'extrême droite espagnole,... En juillet 2024, des représentant·es de l'extrême-droite se réuniront à Sao Paulo.

Et dans le futur ?

Si jamais l'alliance PT-PSOL gagnait la mairie de Sao Paulo aux élections d'octobre 2024, la capitale économique du Brésil pourrait peut-être accueillir en 2025 une deuxième conférence anti fasciste. Pourquoi pas ? Et si ce n'est pas le cas, il faudra trouver un lieu approprié pour poursuivre l'effort entamé.

Ce qui serait aussi très utile, ce serait d'avoir des initiatives continentales ou par grandes régions. Après le choc que va provoquer le renforcement de l'extrême-droite dans le parlement européen, y aura-t-il une réaction salutaire de la part d'un nombre significatif de forces de gauche afin de convoquer une grande conférence européenne unitaire ? Et en Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada, Mexique,...), la gauche pourrait-elle organiser elle aussi une initiative ? D'autres régions de la planète pourraient voir naître des initiatives...

Quelles sont les difficultés à surmonter pour lancer un processus puissant ?

Nous ne sommes qu'au début d'un processus et l'issue positive n'est pas garantie. Ce qui est garanti, c'est que si on n'essaye pas de construire un puissant mouvement international contre l'extrême-droite, celle-ci a de fortes chances de poursuivre sa progression et de s'enhardir. Les divisions au sein de la gauche dans les différents continents constituent un élément important de la faiblesse de la riposte face à la montée de l'extrême-droite.

Parmi les nombreux problèmes qui surgissent dans la tentative de construction d'une grande initiative unitaire, on peut mentionner les problèmes suivants : la volonté de privilégier sa propre construction en tant que force politique ; le refus d'aider au succès d'une initiative à vocation unitaire par la crainte que cela renforce un concurrent politique ; la résistance à faire l'unité avec des partis dont la politique au gouvernement favorise des désillusions qui amènent une partie de l'électorat de gauche ou les primo votant à porter

leurs suffrages vers la droite ; l'absence de collaboration antérieure, la difficulté de mettre ensemble partis, mouvements sociaux et associations citoyennes ; à mettre ensemble organisations et individus...

Tout cela correspond à des problèmes bien réels et il n'est pas facile de les surmonter. D'ailleurs dans la construction d'un vaste mouvement international contre l'extrême droite, il faut être capable de débattre de ces problèmes, de les comprendre, pour tenter de les résoudre ou de les mettre provisoirement de côté afin de renforcer les convergences sur une plate-forme unitaire opératoire.

L'adoption d'une telle démarche de front unique n'implique pas du tout que chaque organisation renonce à son autonomie, son programme et son *action*. Pour les anticapitalistes, le fait de construire une alliance anti-extrême droite, antifasciste, qui peut inclure des partis de gauche qui participent à des gouvernements, qui pratiquent la collaboration de classe, devrait aller de pair avec le fait de redoubler d'efforts pour rendre crédibles une perspective et une pratique révolutionnaire.

De toute manière, réussir à faire face à la montée de l'extrême droite dépendra de la capacité à développer de grandes mobilisations populaires et à aider à ce qu'elles aboutissent à des changements politiques en rupture avec le système capitaliste favorisant une issue écologiste socialiste (« écosocialiste »), féministe, antiraciste, internationaliste...